

A la recherche du nouvel ennemi (I)

Rufin, Mandraud et les polices contre « l'écoterrorisme »

Le 26 juillet 2008, dans *Le Monde*, Isabelle Mandraud, la journaliste en charge des affaires policières, publiait une pleine page sur « *Ces écoterroristes qui inquiètent l'Europe* », en l'espèce, les activistes de la cause animale, saboteurs des laboratoires de vivisection ou des entreprises vivant de la mort et de la souffrance animale. Surtitre : « *Lundi 28 juillet se tient à Bruxelles une réunion confidentielle au cours de laquelle policiers, laboratoires et industriels vont évoquer le problème posé par les écologistes radicaux.* » Bigre. Était-ce à ce point qu'il fallait une réunion d'état-major de la haute police européenne ? Et dire que dans les milieux « écologistes radicaux », on n'avait à peu près rien entendu de cet « écoterrorisme » frénétique.

« *Ça prend de l'ampleur, admet Christian Dupouy, chef du bureau de la lutte antiterrorisme à la direction de la gendarmerie nationale. Le pic a été atteint en 2007 avec 53 actions revendiquées, dont 25 « périples » (actions plus ou moins coordonnées mais simultanées). En 2008, un premier bilan arrêté au 31 mars laissait espérer une légère accalmie : 13 actions sur 16 cibles (dont 8 sabotages peu significatifs) lors des trois premiers mois de l'année, contre 18 en 2007 visant 45 cibles. Mais avec l'affaire River, le ministère de l'Intérieur a dû déchanter.* »¹

L'affaire River ? Une entreprise d'élevage d'animaux de laboratoires du Rhône, qui, le 28 juin 2008 « *a vu partir en fumée trois véhicules utilitaires et une partie de ses locaux. Au sol, un sigle en guise de signature : ALF, Animal Liberation Front.* »

Mowgli content. Tarzan, Zembla, Akim et toute la jungle aussi.

Les sources d'Isabelle Mandraud ? Outre le responsable de la lutte antiterroriste déjà cité, un porte-parole anonyme de la « Fédération européenne des industriels et associations pharmaceutiques » (Efpia) ; Bruno Verschuere, ancien chercheur chez Sanofi, et représentant du Gircor (Groupe interprofessionnel de réflexion et de communication sur la recherche) ; Tom Clancy... *Tom Clancy* ? Un auteur de polars américains (*A la poursuite d'Octobre rouge*), « *spécialiste du renseignement et de la CIA* » selon Mandraud, et qui a consacré l'un de ses livres, *Rainbow six*, à « l'écoterrorisme ». « *Plus récemment, l'académicien Jean-Christophe Rufin, ambassadeur de France au Sénégal, s'est intéressé, dans un récit très documenté, Le Parfum d'Adam (Flammarion 2007), à l'activisme d'écologistes fanatiques qui tourne au complot. "Le FBI considère l'écologie radicale comme la deuxième menace terroriste la plus importante après le fondamentalisme islamique", expliquait alors l'écrivain.* » Un gendarme, deux praticiens de l'expérimentation animale, deux auteurs de romans de gare : belle enquête, beaux témoins. Les lexicologues noteront que Mandraud parle du « *récit très documenté* » de Rufin, suggérant une enquête journalistique type *Gomorra* de Saviano. Voyons les sources de la source, de ce « *récit très documenté* ». Rufin les livre dans sa postface : des essais d'auteurs anglo-saxons, partisans de la « *deep ecology* », le roman d'Edward Abbey, *Le gang de la clef à molette*, les mémoires des fondateurs de Greenpeace – bref des théories, de la fiction et de l'amalgame. Ainsi Rachel Carson, coupable d'avoir la première alerté des ravages du DDT et des pesticides (*Le printemps silencieux*, 1962), Serge Latouche, économiste de la décroissance, Hans Jonas, l'auteur du « *Principe responsabilité* », James Lovelock, le concepteur de « *l'hypothèse Gaïa* », tourné depuis pro-nucléaire, sont jetés dans le même sac de la « *deep ecology* ». L'ex-ministre Luc Ferry, étant promu lanceur d'alerte humaniste pour avoir le premier travesti les défenseurs de la nature en nazis anthropophobes, dans son *Nouvel Ordre écologique* (1992). On voit le sérieux de cette documentation sur laquelle s'appuie, in fine, l'article d'Isabelle Mandraud.

Que raconte *Le Parfum d'Adam* ? « *Juliette, jeune militante écologiste, fragile et idéaliste, participe à une opération commando pour libérer des animaux de laboratoire. Cette action apparemment innocente va l'entraîner au cœur d'un complot sans précédent qui, au nom de la planète, prend ni plus ni moins pour cible l'espèce humaine.* » Ce complot, en l'occurrence, consiste à voler des vibrions de choléra renforcé, dans le laboratoire en question, et à les répandre parmi les populations les plus pauvres du monde afin de les exterminer.

Abominable, n'est-ce pas ? Et l'on voit comme Rufin, Ferry et Mandraud ont raison de nous alerter contre la terreur écologiste. Rufin qui est un génie visionnaire, genre de Villiers plutôt que Dostoïevski,

¹ *Le Monde*, 26/07/08

en rajoute. « *Les événements qui constituent la trame de ce roman, s'ils ne sont pas véridiques, ne me paraissent pas non plus, hélas, invraisemblables.* » A l'appui de cette vraisemblance, Rufin cite, on l'a vu, l'opinion du FBI, sans donner de source, et un article de *Libération* (30 janvier 2006), ainsi résumé : « *Des inculpations sous le chef explicite d'écoterrorisme ont récemment eu lieu aux Etats-Unis concernant une quinzaine de militants de la cause animale et de la défense de l'environnement.* » Anxieux de lire cet article en entier, on a commandé au service archives de *Libération* son édition du 30 janvier 2006. Voici la réponse reçue : « *Il n'y a pas d'article concernant des écoterroristes aux USA le 30/01/06, ni même en 2006, ni même en 2005 à part cette brève ci-jointe. Quelque soit la façon de chercher rien ne sort (...)* »

Voici la brève en question, publiée le 21 mai 2005 dans la rubrique « Terre » :

« *Les « eco-warriors » terrorisent le FBI*

Les activistes du Front de libération de la Terre représentent une menace de terrorisme aux Etats-Unis, d'après un officiel du FBI qui s'est prononcé sur le sujet mercredi au Sénat. En avril, un de ces militants a été condamné à huit ans de prison : il avait mis le feu à des Hummers, ces 4x4 de l'armée US très à la mode. »

C'est tout ? « *Pour étayer ce récit,* » se rengorge Rufin, « *j'ai fait appel à une large documentation qu'il est impossible de reproduire ici exhaustivement* » Oh, vraiment ? Dommage. Les avis du FBI sont d'une véracité scientifique et l'on est toujours avide de s'instruire.

Mais peut-être Rufin confond-il la brève de *Libération* de mai 2005 avec ce long dossier d'août 2004, consacré par *Le Monde Diplomatique* à « *l'écologie radicale* » et aux « *guérilleros de la cause animale* ». Impossible en effet d'imaginer qu'un auteur aussi renseigné, au point de faire autorité sur le sujet, puisse ignorer cette somme, sauf esbroufe bien sûr.

En résumé. Votre mère, peut-être, se souvient-elle avec effroi du « *scandale de la thalidomide* », un antiémétique prescrit aux femmes enceintes dans les années cinquante et soixante, et qui provoqua des milliers de malformations congénitales et de morts infantiles. Une femme n'étant jamais qu'un mammifère parmi d'autres le législateur britannique décida, plutôt que la restriction des innombrables nouveautés pharmaceutiques et industrielles sans cesse mises en vente, d'instituer en 1968 un *Medecine Act* qui imposait des essais préalables, le plus souvent sur les rats et les chiens. C'est ce qui selon Huntingdon Life Sciences (HLS), le plus grand laboratoire d'expérimentation animale d'Europe, rend sa mission nécessaire : empoisonnements, tortures, vivisections. 70 000 animaux massacrés chaque année dans son centre du Cambridgeshire. Un sale boulot mais quelqu'un doit le faire. Et l'essai animal, plus simple et moins cher que les simulations informatiques et les cultures de cellules humaines, permet de lancer un suppositoire ou un rouge à lèvres sur le marché mondial sans risque légal en cas de *dysfonctionnement* sanitaire ou environnemental. C'est contre ce massacre et contre toute exploitation animale – chasse, pêche, boucherie, pelleterie, cirque, zoo, tauromachie etc. – que s'est fondé en 1976, en Grande-Bretagne, l'ALF ou Front de Libération Animale. Et comme rien ne vient de rien, précisons sans remonter au jardin d'Eden que les membres de l'ALF s'étaient d'abord rassemblés en 1963 dans l'Association des Saboteurs de Chasse, avant de commencer dix ans plus tard à incendier les voitures des chasseurs, saccager les boucheries, les magasins de fourrures, les laboratoires, à libérer les visons d'élevage et à harceler les ennemis des animaux : appels téléphoniques, piquets, bris de vitres, de véhicules et tutti quanti. Selon Robin Webb, porte-parole de l'ALF : « *Quiconque, faisant une action pour sauver des animaux ou pour endommager la propriété de ceux qui les maltraitent – du cassage de vitre à l'incendie, en veillant à ce que nul, animal ou humain, ne soit blessé -, peut revendiquer son acte sur Internet au nom d'ALF, qui en retour lui apportera son soutien en cas d'arrestation.* »² En foi de quoi, environ 200 activistes en trente ans ont fait de la prison pour des milliers d'actions. Deux autres groupes, la Milice des droits des animaux (ARM) et le Département de la Justice (JD), vraisemblablement des factions ou des pseudonymes de l'ALF, appellent, eux, à la violence contre les tortionnaires animaliers. Près de 2000 patrons apeurés obtiennent du gouvernement le retrait de leurs adresses des registres publics. L'inconvénient de ce type d'appels et de blanc-seing est, immanquablement, d'attirer les parasites et les abrutis, voire de prêter le flanc à des provocations policières. En 1999, des hommes armés enlèvent un journaliste qui enquêtait sur l'ALF et le marquent au fer rouge du sigle de l'organisation. Relevons des alertes à la bombe, des courriers anonymes, des

² cf. *Le Monde Diplomatique*, août 2004

accusations de pédophilie, des menaces de mort et d'enlèvements d'enfants. Début 2001, des cagoules agressent Brian Cass, le directeur de Huntingdon Life Sciences et l'un des ses subordonnés. Des lettres piégées blessent un éleveur et une fillette de six ans. En Californie, en septembre 2003, une bombe ravage les bureaux d'un client de Huntingdon Life Sciences. C'est qu'un nouveau mouvement, SHAC (Stop Huntingdon Animal Cruelty), a décidé d'abattre la plus grande entreprise de vivisection et publie sur son site les noms de ses actionnaires et partenaires. Les adresses du personnel circulent aussi. D'où des manifestations à domicile, des violences contre les biens et les personnes. « *Contrairement à ALF, SHAC officiellement « n'encourage ni n'incite aux actions illégales », bien que le responsable du collectif M. Greg Avery, ait lui-même été plusieurs fois condamné pour y avoir recouru.* »³ Pour un contestataire français, rompu au misérable échec, l'effet le plus frappant des campagnes de SHAC et assimilés, c'est l'atteinte – partielle - de leurs fins. On ne verra pas de sitôt à Clinatéc, la clinique expérimentale du Commissariat à l'Énergie Atomique, ou au Centre de Recherche du Service de Santé des Armées, à Grenoble, ce que l'on a vu à l'université de Cambridge en janvier 2004. L'abandon d'un projet de laboratoire de recherche neurologique, « *impliquant des expériences atroces sur des primates.* »

« *Boîte crânienne découpée, conscients, les singes se voient planter des électrodes dans le cerveau pour l'étude du fonctionnement des neurones, six heures par jour, cinq jours par semaine. Les partisans de ces expériences invoquent la proximité entre l'homme et le singe ; leurs détracteurs expliquent que cette même proximité rend ces souffrances éthiquement injustifiables.* »⁴

Trois ans de campagne contre les entreprises collaboratrices et le coût du laboratoire bondit de 24 à 32 millions de livres, le prix de la sécurité pour en faire une forteresse. Trop cher pour l'université de Cambridge qui renonce. De même, « *Harcelés, soucieux de la tranquillité de leur personnel, les actionnaires de HLS quittent un à un son capital : Barclays, HSBC, Oracle, Meryll Lynch...* » En quatre mois, vingt-deux sociétés n'ayant parfois qu'un lien infime avec Huntingdon Life Sciences rompent leurs relations. Mark Matfield, directeur de la Société de défense de la recherche (RDS), le lobby de l'expérimentation animale, tente de regrouper 400 personnes ciblées dans une association de victimes des activistes animaliers. « *Certaines souffrent de dépression nerveuse. Des familles sont terrorisées.* » Le député de la circonscription réclame une répression accrue et fulmine : « *Ces terroristes s'attaquent aux principes de la démocratie.* »

Rufin, Mandraud et les polices auraient-ils raison de voir des « *écoterroristes* » dans les défenseurs des animaux ? Il faut appeler les choses par leur nom. Le terrorisme est une tactique ainsi nommée par les révolutionnaires russes du XIXe siècle, nihilistes, anarchistes, socialistes-révolutionnaires, socio-démocrates, qui l'employèrent parmi d'autres moyens et d'autres mouvements, de l'antiquité à nos jours, et qui se caractérise par l'assassinat des dirigeants et des partisans ennemis. Les curieux liront là-dessus les ouvrages de Boris Savinkov, organisateur de plusieurs attentats et chef de l'organisation de combat du parti socialiste-révolutionnaire - *Mémoires d'un terroriste, Le cheval blême, Ce qui ne fut pas*. Le congrès anarchiste de Londres, le 14 juillet 1881, adopta le principe de la « *propagande par le fait* » qui outre les attentats, incluait le sabotage, la « *reprise individuelle* », l'insurrection – bref toutes les voies de l'action illégale et directe. On ne discutera pas ici des mérites ou des torts de l'assassinat politique, singulier ou pluriel, du terrorisme, pratiqué dans diverses conditions par le Comité Secret d'Action Révolutionnaire (la Cagoule), le Parti Communiste Français, l'Organisation Armée Secrète, ou encore Action Directe. Simplement, les membres de SHAC, de l'ALF, de l'ARM ou de JD n'ont jamais tué, ni appelé à tuer et ils ne sont donc pas des terroristes. Bien davantage sont-ils les semblables des antinucléaires français qui détruisirent force pylônes et transformateurs dans les années soixante-dix, et les héritiers des Luddites, briseurs de machines entre 1811 et 1813. Les seuls morts pour la défense des animaux sont celles de deux opposants à la chasse et d'une manifestante contre l'exportation de bétail, renversés par des véhicules dans les années 1990, ainsi que celle d'un gréviste de la faim, Barry Horne, « *mort en prison en novembre 2001, alors qu'il purgeait une peine de dix-huit ans pour un attentat contre un magasin de fourrures.* »⁵ Cela n'empêche pas un certain Le Gendre, préposé dans *Le Monde* à la fiente humoristique et juste milieu, de jouer les perroquets de Ferry et d'insinuer « *confusion* » et

³ Idem

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

« parallèle » entre « *Amis des bêtes et écoterroristes, militants d'extrême gauche et du Front national* ». ⁶
L'exemple d'Hitler qui « *fit adopter une loi rigoureuse sur la protection des animaux (...) rappelle simplement que la défense sourcilleuse de la condition animale peut aller de pair avec la négation de l'homme, le juif hier, l'immigré aujourd'hui.* » Certes. Et que dire de ces millions de contributeurs à l'amélioration de la race chevaline prêts, comme Caligula, à nommer consul leur favori. Ce n'est qu'à l'éthique élevée des antinucléaires et des amis des bêtes, prouvée d'expérience hors de portée des atomistes, vivisecteurs, scientifiques, chercheurs, ingénieurs, que ces derniers doivent de n'avoir jamais reçu le prix des innombrables souffrances et morts, humaines et animales, dues à leurs activités. Voici les « *écoterroristes* » contre lesquels Rufin de l'Académie a jugé urgent d'écrire son roman engagé.

Patricia Thomas, une journaliste de *The Ecologist* qui n'a pas commis de « *récit très documenté* » sur « *les complots d'écologistes fanatiques* », se borne à rapporter « *la position du FBI qui considère que l'écoterrorisme est une des menaces majeures pour les Etats-Unis* » ⁷, et non pas « *la deuxième menace terroriste la plus importante après le fondamentalisme islamique.* » Elle cite les propres termes du FBI dans une déclaration en ligne : « *Utiliser le renseignement contre les terroristes de l'ELF et de l'ALF.* »
« *Ensemble, les éco-terroristes et les extrémistes des droits de l'animal sont aujourd'hui l'une des plus sérieuses menaces de terrorisme intérieur aux Etats-Unis... pour plusieurs bonnes raisons.*

- *Le simple volume de leurs crimes (plus de 2000 depuis 1979) ;*
- *L'énorme impact économique (pertes de plus de 110 millions de \$ depuis 1979) ;*
- *Le large éventail de victimes (depuis des sociétés internationales et des entreprises de bûcheronnage jusqu'aux installations d'expérimentation animale et les firmes de recherche génétique) ;*
- *Et la violence croissante de leur rhétorique et de leurs tactiques (un communiqué récent envoyé à une société californienne d'essais de produits disait : « Vous pourriez protéger vos locaux, mais pourriez-vous protéger les foyers de chaque employé ? »)* ⁸

Cet avis du FBI entraîne le bulletin d'alerte du Centre national des situations d'urgence à titrer à son tour : « *Eco-terrorisme : la principale menace intérieure.*

Depuis plus de six ans, les niveaux de la sécurité et du renseignement de la nation se sont préoccupés de la probabilité de cellules dormantes d'Al Qaida, pouvant être activées pour lancer d'autres attaques terroristes. Mais les chercheurs sont persuadés que des extrémistes intérieurs seront responsables des futurs carnages et dommages aux infrastructures critiques du pays. (...) Le FBI définit l'éco-terrorisme comme « l'emploi ou la menace d'emploi d'une violence de nature criminelle contre d'innocentes victimes ou des biens par un groupe environnemental, infra-national, pour des raisons politico-environnementales, ou visant une audience au-delà de la cible, souvent de nature symbolique. » ⁹

D'une pierre, deux coups, les analystes du FBI font à la fois œuvre de juristes et de lexicographes, en créant et en définissant les concepts d' « *écoterrorisme* » et d' « *écoterroristes* ». Ces néologismes ne sont pas que des mots. Avant d'agir, la police, fort justement, mène une bataille d'idées. C'est à cela que sert d'abord son travail d'enquête permanent : produire des idées. Des ennemis. Désigner l'ennemi public par exemple. Définir la menace, nommer les menaceurs, puis les traquer et neutraliser. Quand de source officielle on nous annonce la raréfaction emballée des conditions de vie sur Terre – que chacun par lui-même éprouvait depuis des décennies –, que s'accélère la disparition des espèces et la dégradation des éléments, on peut sans gros risque en déduire que le conflit entre pouvoir et sans-pouvoir, entre pillards accapareurs et parias dépouillés va s'intensifier de façon terrifiante. C'est aux premières escarmouches de cette lutte finale que l'on assiste entre les plus sensibles et les plus insensibles à la nature. Les autorités européennes s'étant récemment avisées de la guerre au Vivant menée depuis plus d'un siècle par l'industrie chimique sous toutes ses formes – engrais, biocides, pharmacie, alimentation, matériaux et combustibles – ont édicté en 2007 un règlement dit « REACH » (Enregistrement, Evaluation, Autorisation et Restrictions relatifs aux substances chimiques), lequel vise à vérifier l'innocuité de dizaines de milliers de molécules répandues dans le milieu avant 1981. Il serait en effet économiquement malsain d'interdire purement et simplement ces poisons et de condamner leurs

⁶ cf. *Le Monde*. 7/8 octobre 2007

⁷ cf. *L'écologiste* n°26, été 2008

⁸ cf. http://www.fbi.gov/page2/june08/ecoterror_063008.html

⁹ cf. www.usfa.dhs.gov/fireservice/subjects/enar-isac/infograms/ig2008/13-08.shton

fabricants aux réhabilitations et indemnités légitimes, alors que leurs procédures de validation vont fabuleusement accroître la prospérité des laboratoires d'expérimentation animale. Selon un article du toxicologue Thomas Hartung et de la chimiste Costanza Rovida publié le 27 août 2009 dans la revue *Nature*, il faudra sacrifier 54 millions d'animaux en dix ans à l'examen des produits chimiques pour un coût de 9,5 milliards d'euros, au lieu de 2,5 millions d'animaux pour 1,3 milliard d'euros, comme prévu par les promoteurs de REACH. L'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) maintient son devis mais reconnaît qu'il faudra tuer 9 millions d'animaux et non 2,5 pour répondre aux exigences de REACH.¹⁰ Le « Scandale de la thalidomide » se répète pour les animaux, mais à l'échelle de l'Europe et de la chimie. Il y a évidemment peu de chances pour que non seulement leurs amis, mais tout individu doué de simple humanité, laissent perpétrer sans révolte pareille ignominie. Quoiqu'on en ait vu d'autres.

Le FBI, le *comitatus*, l'appareil de terreur du pouvoir¹¹, anticipe correctement ces affrontements, déjà entamés dans nombre de pays, avec ses campagnes de propagande préparatoires. Il est fascinant d'observer la fabrication d'un nouvel « ennemi intérieur », promis à un bel avenir, aux côtés d'abord du « terrorisme islamique », avant de supplanter celui-ci ; comme le « péril jaune » (chinois) supplante déjà « l'Islamisme » dans le rôle d'ennemi extérieur.

On voit par le résumé de son ouvrage que Rufin, lui, croit à la « théorie du complot » et professe une vision parfaitement policière de l'Histoire. Selon cette vision, sans les supposés comploteurs, et en particulier les « chefs », les « meneurs », justement, il n'y aurait ni désordre ni histoires. Une vision honnie par les penseurs du pouvoir comme superstition populaire et mécanisme sacrificiel lorsque retournée contre les complots bien réels, ou si l'on préfère, les « plans », les « projets », les « programmes » des Etats et de leurs symbiotes militaro-industriels. Dans son malheur et sa grossièreté, la plèbe, selon les doctes, les journalistes et les politiciens, s'en prend aux « élites » naïvement accusées de tous les maux ! Populisme ! « Système d'explication simpliste », mais « efficace », pour les « gens » en mal de sens. Les « gens » dans le langage de l'« élite », c'est ce qu'elle nommait autrefois la populace, la plèbe, le menuail.

Rufin retourne ce mécanisme d'explication et de sacrifice avec une remarquable perversité. Les « Nouveaux Prédateurs », sa secte d'« écologistes » exterminateurs, composée de riches et puissants, de scientifiques, de techniciens et d'exécuteurs, s'en prend aux multitudes misérables des maux qu'elles subissent, et de la catastrophe planétaire. Morts les malheureux, mort le Malheur. Et voilà les coupables : non pas les élites scientifiques et industrielles, mais les *élites écologistes* ! Comme si un escadron de la mort, ramas de tueurs, de policiers et de soldats, s'intitulait les « Nouveaux Anarchistes » pour attaquer les quartiers misérables. Et c'est d'ailleurs ce que l'on a vu dans les guerres d'Algérie, d'Irlande, d'Amérique latine, au Kenya, en Italie, avec la création de faux maquis et de faux groupes guérilleros par les forces spéciales et les services secrets, afin de perpétuer des massacres et de discréditer les vrais partisans. Et qu'était-ce au fond que le Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands (NSDAP), sinon le type même de ces tromperies à l'échelle industrielle et publicitaire ? Ce qui permet 70 ans plus tard aux faussaires type Luc Ferry ou Alain de Benoist ("penseur de la Nouvelle Droite", comme ils disent) de continuer à supputer la rumeur d'une sourde communauté de pensée entre rouges et bruns, ou verts et bruns. C'est pourtant dans l'Autriche kitsch et jamais dénazifiée de Jorg Haider et consorts, que le 21 mai 2008 à l'aube, 23 équipes de 30 à 50 policiers chacune, ont fracassé les portes des bureaux et domiciles des défenseurs des animaux, réveillant les habitants du canon de leurs pistolets, en arrêtant une cinquantaine, avant de mettre en garde à vue dix personnes soupçonnées d'organisation criminelle. Le dernier incarcéré, Martin Balluch, n'a été relâché qu'après 104 jours de prison et une grève de la faim. A cette occasion, il a été découvert que la police s'était donné la peine de compiler un dossier à charge de 2500 pages, de mettre les téléphones et les échanges de courriels sur écoutes et interceptions, les domiciles sous vidéosurveillance, et d'infiltrer des mouchards humanoïdes parmi les militants. En fait, les charges les plus incriminantes visent leurs tentatives d'échapper à l'espionnage électronique, par l'emploi de forums Internet privés, de courriels et d'accès informatiques cryptés, de téléphones portables non-enregistrés, etc. Car, où serait le problème s'ils n'avaient rien à se reprocher ? Et l'on voit avec quelle stupéfiante vitesse le refus d'avoir un téléphone portable est devenu un *mauvais signe* et une présomption criminelle. Mais *l'avancée des connaissances* étant ce qu'elle est, on sait qu'il sera bientôt aussi criminel et vain de vouloir cacher ses pensées à la neuropolice, qu'autrefois à Dieu.

¹⁰ cf. *Le Monde*. 1^{er} septembre 2009

¹¹ cf *Terreur et possession – Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*. Pièces et Main d'œuvre (Ed. L'Echappée, 2008)

A propos de crimes, il ne semble pas que les amis des animaux aient commis plus de sabotages ou de violences en Autriche que n'importe où. Plutôt moins selon Martin Balluch¹². En revanche, il paraît qu'ils ont depuis dix ans obtenu davantage de succès dans l'opinion *et dans les faits*. « *D'abord, nous avons fait interdire l'élevage d'animaux à fourrure, puis les animaux sauvages dans les cirques, puis les cages en batterie et l'expérimentation sur les singes, et dernièrement l'élevage de lapins en cage. Ces succès ont beaucoup inquiété des groupes puissants dans la société. Une fois obtenue l'interdiction de l'élevage des poules en batterie en 2004, nous avons commencé à ressentir une répression policière croissante.* » Sauf erreur, ni *Le Monde* ni Isabelle Mandraud, si soucieux d'alerter leurs lecteurs de cette nouvelle menace de « *l'écoterrorisme* », n'ont informé leurs lecteurs de cette affaire autrichienne. Sans doute est-ce leur mauvaise conscience qui les aura contraints récemment à prendre la défense d'innocents épiciers, éleveurs de canards injustement impliqués dans des problèmes de retard ferroviaire¹³.

Le salut des bêtes viendra-t-il des quartiers les plus insensibles à leur sort ? Les « transhumanistes », idéologues d'un néo-futurisme issu des laboratoires d'informatique, de biologie, de sciences cognitives, etc. plaident – en attendant le « *téléchargement* » de leurs consciences sur circuits électroniques - pour l'ouverture d'un zoo peuplé, comme un épisode de *Star Trek*, de robots, cyborgs, chimères, surhommes, sous-hommes et animaux, s'il en reste, sur un pied d'égalité théorique, et dont l'Histoire a montré ce que ces théories valaient sans garantie pratique. Une manière d'enrôler « anti-spécistes » et techno-féministes dans un front contre l'humanisme de papa. Quel égalitarisme. Quelle radicalité. Quelles niaiseries. Je n'ai nul besoin de reconnaître mon égal dans frère Singe, frère Saumon, ou sœur Forêt, pour hurler à leur mort et tâcher de les sauver. Pas plus que je n'ai besoin de réduire l'humanité à l'indifférenciation technifiée et « dégenrée » pour reconnaître mon amour, n'importe son âge, son sexe et sa couleur. Mais il paraît que le dernier mot d'une contestation dégradée et mystifiée se ramène à la haine de l'homme blanc, hétérosexuel et vigoureux de préférence. Vaste programme.

Quant à Rufin, il faut avouer qu'avec ses roulages de mécaniques et son profil barbousard, il se prête admirablement au rôle d'agent d'influence. Voici un « *pionnier de l'action humanitaire « sans frontière* » », comme le qualifie sa notice biographique, que sa philanthropie a propulsé sous Léotard, c'est-à-dire à l'époque de ce génocide rwandais dont l'armée française a formé, armé, soutenu les coupables, au cabinet du ministère de la Défense. Là, notre Docteur Justice à la Pif le Chien « *a été sollicité à plusieurs reprises pour mener des opérations secrètes, notamment dans le cadre de libérations d'otages (en Afrique et dans les Balkans).* » Ces otages, au Rwanda, étaient des soldats français du Commandement des Opérations Spéciales (COS), les tuteurs de l'armée rwandaise, faits prisonniers en juillet 1994 par les rebelles du FPR (Front patriotique rwandais) de Paul Kagamé. En contrepartie de leur libération, on note un changement de ton de Mitterrand à l'égard du FPR qui « *n'est pas notre adversaire* » et le renoncement des forces françaises au contrôle de Kigali et d'autres villes, ou au maintien sur place au-delà du mandat de l'ONU.¹⁴ Comme la plupart des responsables français impliqués à l'époque dans l'affaire rwandaise, Rufin aimerait sans doute effacer cet épisode de sa vie. Mais cela ne se peut pas, il y a trop de témoins. A défaut, il en donne une version aussi brève qu'édulcorée, moins d'une page, dans ses mémoires : « *Les feux mal éteints de cette guerre nourrissent quinze ans après des polémiques et des anathèmes. Je n'ai pourtant quant à moi rien à cacher ni à regretter. Mon rôle a été bref mais efficace. En contribuant à nouer un contact avec ceux qui avaient été trop longtemps considérés comme des ennemis, je pense avoir fait œuvre utile et même évité quelques confrontations dangereuses...* »¹⁵ En revanche, on le voit détailler avec une fascination gourmande un entretien avec des inspecteurs de la DST que lui avait valu, jeune médecin, la fréquentation fortuite de quelques Soviétiques. Son entrée au cabinet de Léotard lui donne aussi l'occasion de bomber le torse. « *Pour les chaisières des ONG, il n'y avait alors pas de pire blasphème que d'associer les mots « armée » et « humanitaire ». Quitter Médecins sans frontières, temple dédié au culte de la virginité caritative, pour entrer au service doublement odieux d'un gouvernement – de droite qui plus est - et de son armée –*

¹² http://www.vgt.at/presse/news/2008/news20080911_1_en.php

¹³ Cf *Le Monde*, 21/11/08

¹⁴ cf. *Nuit Rwandaise* n°3. Mars 2009. J. Morel, G. Kapler

¹⁵ cf. *Un Léopard sur le garrot. Chroniques d'un médecin nomade*. J.C Rufin. Gallimard 2008

instrument sanguinaire de la raison d'Etat - était commettre plus qu'une trahison ; j'assassinais un idéal.

Je fus bien heureux de faire frissonner les échine de gens qui n'auraient eu aucun état d'âme à briser la mienne. »¹⁶

L'ironie et la fanfaronnade les plus balourdes du monde ne feront pas oublier les 800 000 morts du génocide rwandais, et qu'en effet, cette armée fut bel et bien l'instrument sanguinaire d'une démente d'Etat, hantée, dit-on, par le « Complexe de Fachoda » et « l'intrusion » des anglo-saxons dans « notre » pré carré africain. Voici pourtant l'auteur qui nous alerte contre les « *écoterroristes* » génocidaires « *non invraisemblables* », mais qui ne trouve rien à dire sur l'implication de l'armée française dans la gestation et l'accomplissement du « *véridique* » génocide rwandais. Sans doute parce qu'il n'y a rien à dire, et pour cause, des uns, et qu'il aurait trop à dire, de l'autre. Sa notice biographique poursuit :

« En créant son intrigue au croisement de la médecine et de l'espionnage, il explore deux mondes qu'il connaît de l'intérieur et qui ont de plus en plus de liens entre eux. » Connaissance accréditée dans sa préface par d'ostensibles « *témoignages de reconnaissance* », « *à mon ami Sir Ronald G., ancien chef des SAS britanniques* », et à « *beaucoup d'agents que j'ai connus lorsque j'étais chargé des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense (...)* »

Pour savoir ce que sont les SAS, lisez « *Guerre spéciale en Europe* » de Roger Faligot¹⁷. Mais l'on reviendra à Rufin et à son « *récit très documenté* ».

¹⁶ Idem

¹⁷ "Pour mener à bien les opérations spéciales que requiert la contre-insurrection, les Britanniques ne peuvent utiliser uniquement les troupes régulières. "Un régiment d'élite anti-guérilla", "Unité spéciale anti-terroriste", tels sont les qualificatifs attribués au fer de lance du dispositif contre-insurrectionnel britannique, souvent comparés aux "bérêts verts" américains, le Special Air Service, les Services Aéroportés Spéciaux. (...) Les noms de ses membres, de ses officiers ne sont pas divulgués. Leurs photos sont interdites, et les S.A.S. figurent souvent dans d'autres divisions régulières ou dans la General Army List. (...) Les S.A.S. plongent en fait leurs racines plus profondément dans l'histoire britannique. Celle des armées privées organisées et encadrées par la classe dirigeante britannique pour protéger ses intérêts, et principalement pour écraser les rebelles irlandais. Régiments d'élite, les S.A.S. le sont tant par les talents particuliers qu'on exige d'eux que par le mode de recrutement singulier. L'un des trois régiments S.A.S., le *21st S.A.S Regiment (Artists) Territorial Army*, créé après-guerre, est un régiment de réserve, et de l'armée territoriale, principalement chargé d'intervenir en Grande-Bretagne. L'ancêtre direct du *21e S.A.S.* est un régiment territorial, les *Artists Rifles*. Fondé en 1860 par un certain Edward Sterling, il s'agit d'une unité d'élite composée essentiellement de membres des professions libérales et d'artistes qui participent à l'entraînement et aux activités du régiment sur une base volontaire ; ils achètent eux-mêmes leur uniforme, leurs armes et doivent même payer un droit d'entrée, toutes dispositions qui réduisent l'appartenance aux classes aisées. (...) A certains égards, ce régiment est comparable à la Garde nationale française, surtout après 1830. (...) Mais à vrai dire, les S.A.S. forment avant tout un "Service Action" des services secrets et du Foreign Office plutôt qu'un régiment principalement levé pour intervenir contre l'expansionnisme nazi en Europe ou ailleurs." (R. Faligot. *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, 1980)

Bref, les S.A.S. sont l'équivalent, l'ancêtre, et dans une certaine mesure la matrice du 11e Choc français, des 2000 hommes du Commandement des Opérations Spéciales, du GIGN, des "forces spéciales" envoyées en Afghanistan quand les forces régulières se font embusquer. Des soldats politiques pratiquant l'espionnage, l'infiltration, la manipulation, le sabotage, l'assassinat.